



L'Ecole publique est notre richesse

Le 10 juin, EN GRÈVE !

Le 15 mai, les enseignants, les parents d'élèves, les lycéens, les étudiants, se sont massivement mobilisés pour exiger une autre politique éducative. Répondre à l'exigence de la réussite de tous passe nécessairement par une autre politique budgétaire. Pourvoir les postes vacants, notamment d'enseignants spécialisés, améliorer le remplacement, développer la formation continue, alterner régulièrement travaux en petits groupes et en classe,... nécessite une politique ambitieuse au service de la jeunesse.

60 HEURES

Les dispositifs envisagés à la suite de la suppression de la classe le samedi matin, la réduction de deux heures d'enseignement pour tous les élèves, l'alourdissement de la journée scolaire pour certains ne peuvent résoudre les difficultés lourdes que rencontrent certains élèves.

Le dispositif conduira à augmenter les inégalités entre les écoles et les personnels.

Le SNUIPP revendique 3 heures de temps de concertation. Il appelle les équipes à évaluer largement leur besoin pour l'organisation et la préparation de l'aide prévue. Les enseignants ont besoin de ce temps de concertation pour prendre en charge collectivement, avec les RASED, les élèves en difficultés scolaires.

CONCOURS APRES LE MASTER

Parmi les différentes possibilités de reconnaître la formation des enseignants par un diplôme de niveau master, le Ministre de l'Education Nationale aurait choisi, de placer le concours de recrutement après l'obtention du master.

Ce choix conduit à allonger la durée des parcours académiques, à supprimer une année de formation professionnelle rémunérée, et surtout à économiser environ 11 000 postes de stagiaires de professeurs d'école.

tant et tant de raisons

PROGRAMMES À REÇULONS

Le Conseil Supérieur de l'Education a voté le 22 mai la suspension du projet de nouveaux programmes du primaire prévus pour la rentrée. Les organisations qui demandent une poursuite des réflexions et la prise en compte des avis exprimés par les enseignants lors des journées banalisées représentent la grande majorité des acteurs de l'Ecole : FSU, UNSA Education, SGEN/CFDT, FCPE (parents d'élèves), UNL (lycéens), UNEF (étudiants), Ligue de l'Enseignement (associations complémentaires). L'essentiel des critiques porte sur l'inadaptation et l'alourdissement des contenus, l'affaiblissement de leur dimension culturelle et la conception mécaniste des apprentissages.

DROIT DE GREVE REMIS EN CAUSE

Alors même que le gouvernement vient de signer avec les organisations syndicales de la fonction publique un texte qui met en avant le rôle des partenaires sociaux, et au soir d'une grève massive, notamment dans les écoles, le Président de la République, au lieu de répondre aux revendications, annonce un service minimum d'accueil obligatoire (SMA) et la publication d'un projet de loi déposé dès le lundi 26 mai.

Ce projet, plutôt que de répondre à la question de l'accueil des élèves, vise à remettre fortement en cause le droit de grève des enseignants des écoles en les obligeant à se déclarer auprès de l'administration 48h à l'avance et en imposant une armada de mesures contraignantes. Les organisations syndicales SNUipp-FSU, SEUNSA, SGEN-CFDT appellent à signer une pétition contre cette remise en cause du droit de grève.

pour signer la pétition :
<http://www.snuipp.fr/spip.php?article5605>

2007 / 2008 en actions

20 novembre 2007

65 % des enseignants des écoles sont en grève avec l'ensemble des fonctionnaires dans un contexte de fortes mobilisations. Il s'agit dans les écoles d'un niveau élevé qui dépasse celui des journées de grève de 2006 et 2007.

24 janvier 2008

Plus de 50 % des enseignants des écoles maternelles et élémentaires sont en grève. Pour la deuxième fois cette année, une majorité de personnels des écoles interpellent avec force, aux côtés de l'ensemble des fonctionnaires, le gouvernement.

du 12 au 19 mars 2008

semaine d'action pour l'Education à l'appel de la FSU.

Les 12 et 13 mars la FSU organise le colloque sur la précarité et interpelle les ministres concernés ainsi que les groupes parlementaires.

29 mars 2008

La FSU et la CGT mobilisent pour la défense et l'amélioration du système de retraites.

15 mai 2008

63 % des enseignants des écoles sont en grève. Cet engagement massif témoigne de l'exaspération des enseignants des écoles vis-à-vis des remises en cause successives de leur professionnalité, du mépris affiché par le Ministre à l'égard de leurs propositions et de leurs réflexions.

18 mai 2008

La manifestation nationale pour l'éducation



à l'appel de la FSU connaît un succès incontestable : 45 000 participants venus de toute la France défilent de manière dynamique et combative

22 mai 2008

Retraites : 700 000 personnes manifestent dans toute la France pour s'opposer à l'allongement de la durée de cotisation, défendre la retraite solidaire par répartition et réclamer une "revalorisation des pensions.

APPEL : LE SERVICE PUBLIC EST NOTRE RICHESSE

Lancé le 15 avril par 60 personnalités, l'appel "le service public est notre richesse" a déjà recueilli plus de 34 000 signatures.

Opposés à la politique gouvernementale visant à mettre fondamentalement en cause la Fonction publique et le service public, en particulier au travers de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) les signataires affirment : " Nous sommes partisans d'une modernisation de la Fonction publique en réponse à l'évolution marchande, inégalitaire et destructrice de la société. Nous voulons une véritable démocratisation de la décision, du contrôle et de l'évaluation associant citoyens et agents. Nous voulons une réforme fiscale assurant un financement équitable et pérenne des missions de service public. Nous réaffirmons que le statut des fonctionnaires est là pour garantir à tous les usagers la défense d'un intérêt général qui ne se réduit pas à la somme des intérêts particuliers ".

<http://service-public-notre-richesse.fr>

RENDEZ VOUS DÈS LA RENTRÉE

Les fédérations syndicales de l'Education Nationale ont pris acte de toutes les mobilisations, de leur réussite et ont d'ores et déjà prévu de se revoir en août pour préparer de nouvelles actions d'ampleur à la rentrée.

La FSU appelle les personnels à être en grève et à participer massivement aux manifestations le 10 juin dans la Fonction publique à l'appel de la FSU, la CGT et Solidaires.

La RGPP, le projet de loi " mobilité ", les suppressions de postes, les programmes rétrogrades et alourdis, la volonté de recourir massivement aux heures supplémentaires, les stages de remise à niveau, le service minimum d'accueil,sont autant de mesures auxquelles il faut répondre par la mobilisation et des propositions permettant le développement des services publics.

La FSU entend travailler à la construction d'un mouvement sur la durée rassemblant l'ensemble des salariés contre la cohérence des attaques gouvernementales.

Elle appelle à poursuivre le débat sur les suites de l'action, y compris sur les possibilités d'initiatives dès la rentrée.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES, PRÉCARITÉ

De plus en plus, le Ministère de l'Education Nationale a recours à des personnels de plus en plus précaires. La dernière loi sur la mobilité autorise maintenant les ministères à faire appel à du personnel intérimaire. A contre courant d'une véritable politique de l'emploi public, l'Education nationale diminue les recrutements et veut développer les heures supplémentaires dans le cadre de l'accompagnement éducatif ou la mise en place de stages de remise à niveau pendant les vacances scolaires. En vertu le slogan "travailler plus pour gagner plus", on refuse de répondre à deux questions essentielles, celle de notre pouvoir d'achat et celle de la prise en charge des élèves en difficultés. Nous avons besoin de plus de personnels (enseignants et non-enseignants), exerçant leurs missions avec des statuts de fonctionnaires dans le cadre d'emplois pérennes.

